

APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Missions mutualisées entre les communautés de communes
du pays Terres de Lorraine

CONVENTION ADTL 2020

ENTRE

L'association pays terres de Lorraine, sise impasse de la Colombe à Colombey les Belles, représentée par Dominique POTIER, Président, ci-après désigné par « Pays Terres de Lorraine »,

L'Agence de Développement Terres de Lorraine, sise 240 rue de Cumène à Neuves-Maisons, représentée par Hervé TILLARD, Président, ci-après désignée par « l'ADTL »,

La Communauté de Communes Terres Toulaises, sise rue du Mémorial du Génie à Ecrouves, représentée par Fabrice CHARTREUX,

La communauté de communes Moselle et Madon sise 145 rue du Breuil à Neuves Maisons représentée par Filipe PINHO,

La communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulais sise 6 impasse de la Colombe à Colombey les Belles représentée par Philippe PARMENTIER,

La communauté de communes du pays du Saintois sise rue de la gare à Tantonville représentée par Dominique LEMOINE,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le développement économique et l'emploi sont depuis longtemps des préoccupations fortes des élus du sud nancéen et du toulais. Dans les années 80 les élus du bassin néodomien en créant l'Agence de développement du Sud Nancéen (ADSN) se sont donnés les moyens d'être acteurs de la reconversion de la sidérurgie. La compétence de développement économique, confiée par le législateur en 1992, est aujourd'hui mise en œuvre par l'ensemble des communautés de communes du pays et se trouve au centre de la politique de plusieurs d'entre elles (investissement et gestion des infrastructures foncières et immobilières, soutien à la création d'entreprises, accompagnement au développement des entreprises de leur tissu économique local...).

Dans ce cadre, les communautés de communes adhérentes au pays confient depuis 2006 à l'ADSN (devenue l'ADTL, Agence de Développement Terres de Lorraine, en 2018) le soin d'accueillir et d'accompagner les porteurs de projets de création et de reprise d'entreprises résidant ou souhaitant s'implanter sur leur territoire.

En 2012 les élus du pays ont décidé de passer un cap dans leurs coopérations en renforçant leurs moyens d'intervention en faveur du développement économique. Ils ont souhaité confier de nouvelles missions à l'ADTL, en sus de l'accompagnement à la création d'entreprises qui reste une compétence clé. Il s'agit de l'appui au développement des entreprises existantes et de la promotion des espaces économiques alliée à une prospection ciblée d'entreprises nouvelles.

Depuis 2014, le territoire s'est engagé dans des démarches de transition écologique : Territoire à Energie Positive (TEPOS) et Démarche d'Ecologie Industrielle Territoriale (DEIT). Le pays a été lauréat de l'appel à projet national TEPCV (Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte) en 2015 et a signé un Contrat de Transition Ecologique (CTE) en 2019 ainsi qu'un « Contrat Territoires d'Industrie » qui tente également d'intégrer les enjeux de la transition.

L'engagement des entreprises constitue un enjeu majeur pour la réussite de ces actions territoriales. Les transitions économique, écologique, énergétique, numérique, solidaire constituent une opportunité de développement, de création d'emplois et d'innovation pour les entreprises du territoire. A ce titre, et dans la continuité de la mission « Energie-Croissance verte » confiée à l'Agence en 2016-2019, le Pays Terres de Lorraine et les communautés de communes du territoire attendent de l'ADTL une attention renouvelée à l'accompagnement des acteurs économiques autour de la promotion d'une économie forte décarbonée, circulaire et sobre en consommation des ressources.

Le Pays Terres de Lorraine, les communautés de communes du Toulinois, de Moselle et Madon, du pays du Saintois, du pays de Colombey et du Sud Toulinois et l'ADTL constatent la convergence de leurs objectifs en matière d'action économique.

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre le Pays Terres de Lorraine, les communautés de communes Terres Toulaises, de Moselle et Madon, du pays du Saintois, du pays de Colombey et du Sud Toulinois et l'ADTL pour les missions d'accueil, d'accompagnement et de suivi au démarrage des porteurs de projets qui souhaitent créer ou reprendre des activités à caractère économique, de développement du tissu local d'entreprises et de promotion et de prospection économiques et de soutien aux projets des entreprises liés à l'énergie et à la croissance verte. Il est par ailleurs rappelé que l'ensemble de ces missions est assuré en complémentarité avec les interventions des autres acteurs locaux du développement économique, dont la CCI 54.

Chapitre 1 OBJET DE LA CONVENTION

ARTICLE 1 - Présentation de l'ADTL

Créée en 1986, l'ADTL (ex-ADSN) a développé un savoir-faire reconnu dans le domaine de l'accompagnement des projets de création et de développement des entreprises. Elle a par ailleurs toujours cherché à lier le développement économique aux problématiques de l'emploi et de l'insertion. L'ADTL est certifiée par la norme AFNOR NF service « activité des pépinières d'entreprises ».

Pour mener à bien les missions qui lui sont confiées, l'ADTL mobilisera :

➤ **Des moyens humains**

Une équipe professionnelle qualifiée composée de 9 salariés.

Les compétences de ses administrateurs activées dans le cadre des réunions de conseil d'administration de l'agence et, le cas échéant, de groupes de travail consacrés à la mise en place et au suivi des nouvelles missions.

➤ **Des outils**

Les dispositifs nationaux, régionaux et locaux dédiés à la création d'entreprises : prêts d'honneur de la plateforme d'initiative locale, prêts CDC, aide aux commerces et à l'artisanat, aides du Conseil Régional, outils de financement et d'accompagnement du dispositif ALIZE, le cas échéant aides aux territoires prioritaires, communes classées en zone de revitalisation rurale et en AFR)....

Les ressources développées par les communautés de communes (telles que les fichiers de l'offre foncière et immobilière), par les partenaires locaux du développement économique (chambres consulaires, ville de Toul, ...) ainsi que, le cas échéant, par les réseaux d'artisans, de commerçants et d'industriels locaux.

Des actions collectives d'information et d'animation à destination des créateurs d'entreprises de façon à parfaire l'accompagnement individuel, à rompre l'isolement et à favoriser les synergies économiques entre les porteurs de projets. Ces actions pourront également s'adresser aux dirigeants des entreprises déjà créées. Ces actions s'appuieront sur les sites « pépinières d'entreprises » et prendront notamment la forme de « speed-dating entreprises » et d' « ateliers collectifs thématiques ».

ARTICLE 2 – Les missions confiées (détaillées dans le chapitre 2)

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre des missions suivantes confiées par le pays terres de Lorraine et les communautés de communes et communes signataires à l'ADTL :

- Accueil, accompagnement et suivi à la création et à la reprise d'entreprises
- Appui au développement des entreprises existantes
- Promotion économique, prospection ciblée d'entreprises et appui à la commercialisation d'espaces économiques

Chapitre 2 ENGAGEMENTS DE L'ADTL

ARTICLE 3 - Accueil, accompagnement et suivi à la création et à la reprise d'entreprises

➤ Le tronc commun de services

L'ADTL conduira en 2020, une mission d'accueil, d'accompagnement et de suivi au démarrage des porteurs de projets qui souhaitent créer ou reprendre une entreprise sur le territoire couvert par le pays terres de Lorraine. La mission comprend :

- L'accueil et l'accompagnement du créateur de l'idée à la réalisation
- L'accompagnement à la recherche d'aides financières à la création en articulation avec la PFIL Initiative Terres de Lorraine
- Le suivi des entreprises accompagnées
- L'invitation des jeunes entreprises accompagnées à participer à des réunions d'animation économique.

Les projets de reprise d'entreprises seront traités en lien avec les partenaires compétents dans ce domaine.

➤ Une mise en œuvre décentralisée

La mission sera matériellement organisée autour d'une pépinière multi site (pépinières intercommunales en réseaux chargées d'héberger les jeunes entreprises du territoire).

L'accueil et l'accompagnement des porteurs de projet se feront dans le cadre de permanences décentralisées dans les locaux :

- de la pépinière du centre d'affaires Ariane à Neuves Maisons 5 jours par semaine,
- de la pépinière Agrinval à Allain 1 jour par semaine,
- de la pépinière de la communauté de communes Terres Toulaises d'Ecrouves 4,5 jours par semaine,
- de la communauté de communes du pays du Saintois.

L'ADTL s'engage à faire intervenir, sauf cas exceptionnel limité dans le temps, le même chargé de mission sur chaque site décentralisé pour une meilleure prise en charge des porteurs de projets dans la durée.

L'accueil des porteurs de projet de la communauté de communes de Moselle et Madon sera assuré au centre d'affaires Ariane à Neuves Maisons. Les porteurs de projets de la communauté de communes Terres Toulaises seront accueillis à Ecrouves dans les locaux de la pépinière d'entreprises de la communauté de communes Terres Toulaises. Les porteurs de projets situés sur le territoire de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulais seront reçus dans les locaux de la pépinière Agrinval à Allain. Enfin les porteurs de projets situés sur le territoire de la communauté de communes du pays du Saintois seront accueillis au siège de cette communauté de communes.

Les coûts liés à la fonction d'accueil dans les pépinières seront pris en charge par les communautés de communes propriétaires soit par une contribution complémentaire à l'ADTL soit au moyen d'une mise à disposition de personnel communautaire.

ARTICLE 4 - Appui au développement des entreprises existantes

L'ADTL assurera un premier niveau d'accompagnement des projets de développement des entreprises afin d'apporter un service réactif et de proximité au tissu local de PME et de TPE.

Compte tenu de la taille du territoire et du nombre important d'entreprises potentiellement concernées d'une part, du large éventail des problématiques à traiter d'autre part, son rôle consistera soit à répondre directement sur ses propres champs de compétences, soit à orienter les demandes vers l'offre de services des différents partenaires. En particulier elle mobilisera les compétences :

- des communautés de communes pour les problématiques d'ordre technique (gestion des déchets, eau, transport, ...) et la recherche de terrains ou d'immobilier,
- des partenaires du développement économique et de l'emploi pour des expertises spécialisées (CCI, pôle emploi, ...).

Lorsque l'ADTL ne traitera pas directement la demande, elle s'assurera qu'une réponse a bien été apportée à l'attente initiale de l'entreprise.

Ce service doit générer une connaissance territoriale approfondie des entreprises (identification des projets, des expertises, des capacités de production...) susceptible de favoriser des mises en réseau à valeur ajoutée et de nourrir les réflexions sur le développement économique local (travail sur les filières, micro clusters...).

En tant que partenaire du dispositif ALIZE Terres de Lorraine, l'ADTL jouera un rôle de relais de communication du dispositif auprès des créateurs et entreprises existantes avec lesquelles elle est en contact et participera à l'identification de porteurs de projets susceptibles de bénéficier du soutien de ce nouvel outil territorial de financement. Son intervention constituera un apport en compétences qui sera valorisé dans le budget du dispositif. Elle siègera au comité d'agrément d'ALIZE Terres de Lorraine.

L'ADTL portera une attention particulière à faire converger son offre d'accompagnement avec les orientations stratégiques du territoire en œuvrant à :

- Promouvoir et accompagner la mise en œuvre de démarches d'efficacité énergétique en entreprise
- Faire de l'énergie un support de développement économique local
- Promouvoir et accompagner la mise en œuvre d'une économie circulaire, collaborative et innovante (démarche d'écologie industrielle ...).
- Concourir aux objectifs de relocalisation de la consommation en œuvrant à la promotion de l'offre locale des produits et services en assurant la réalisation et la mise à jour d'un annuaire des entreprises Terres de Lorraine.

ARTICLE 5 - Promotion économique et prospection d'entreprises

Afin d'avoir davantage prise sur les projets d'installation, les communautés de communes et le pays confient à l'ADTL une nouvelle mission qui se décline comme suit autour des deux volets suivants :

➤ la promotion économique

Aider à la définition d'une stratégie territoriale de promotion économique à l'échelle du pays (marketing territorial) et à la conception des outils correspondants en lien avec les partenaires compétents.

Accompagner les communautés de communes dans leurs démarches de commercialisation d'infrastructures économiques (foncier, immobilier).

Contribuer à la planification des zones d'activité économique à l'échelle pays.

➤ **La prospection d'entreprises et l'appui à la commercialisation**

Cette mission s'organisera autour de cibles prioritaires (en termes de sites à commercialiser et de typologie d'entreprises à prospector) et en lien étroit avec les partenaires du développement économique régionaux et départementaux dans une logique d'emboîtement avec les communautés de communes maîtres d'ouvrage. Il s'agira plus particulièrement :

- D'assurer une veille opérationnelle sur les ressources universitaires et technologiques régionales pour détecter des opportunités,
- D'identifier des projets d'installation par la stimulation d'un réseau de prescripteurs « grand-régionaux », régionaux et départementaux (banques, capital-risque, CCI, ...),
- De promouvoir les espaces d'accueil d'entreprises disponibles sur le territoire,
- D'accueillir des prospects et assurer des visites de sites en lien avec les techniciens des communautés de communes.

Cette mission est financée en dehors des moyens identifiés dans cette convention via les nouveaux revenus de cessions ou de locations du foncier et du bâti à vocation économique du territoire dans le cadre de contrats dédiés par zones d'activité.

ARTICLE 6 - Suivi

Afin de permettre le suivi des différentes missions qui lui sont confiées, l'ADTL s'engage à :

- Produire un tableau de suivi semestriel des accompagnements en précisant notamment les projets qui ont abouti à une création ou à une reprise d'entreprise, l'objet de l'accompagnement, les démarches complémentaires à effectuer le cas échéant par les communautés de communes (recherche d'un terrain, d'un local...) ;
- Faire un point trimestriellement sur les dossiers nouveaux et en cours avec le technicien référent des communautés de communes disposant d'une pépinière ou d'une permanence ;
- Produire un rapport d'activité annuel (au minimum un rapport provisoire devra être fourni avant la fin décembre) ;
- Présenter le rapport d'activité annuel dans les instances du pays et des communautés de communes si la demande lui en est faite. Sur demande, communiquer à chacun des signataires toute information relative à la mise en œuvre des actions qui font l'objet de la présente convention ;
- Communiquer toute information sur son activité et sa situation financière, en particulier le compte de résultat et le bilan de l'exercice le plus récent, certifiés par un commissaire au compte, le budget prévisionnel de l'exercice en cours, le procès-verbal de la dernière assemblée générale, les statuts de l'association et la composition de son conseil d'administration.

Chapitre 3 LES ENGAGEMENTS DES COMMUNAUTES DE COMMUNES ET DU PAYS

ARTICLE 8 - Engagement des communautés de communes Terres Toulaises, du pays de Colombey et du Sud Toulais, de Moselle et Madon et du pays du Saintois

Les communautés de communes Moselle et Madon, Terres Toulaises, du pays de Colombey et du Sud Toulais et du pays du Saintois s'engagent à mettre à disposition de l'ADTL respectivement les locaux du Centre d'Affaire Ariane à Neuves Maisons, d'un bureau clos de 15 m², à proximité de l'accueil, de la pépinière Agrinval et d'un espace approprié pour assurer sa mission d'accueil, d'accompagnement et de suivi au démarrage des porteurs de projets de création ou reprise d'entreprise.

La communauté de communes Moselle et Madon s'acquittera d'une contribution de 30 000 € aux charges de personnel liées à la fonction d'accueil au Centre Ariane de Neuves Maisons assurée par l'ADTL (1 ETP).

La communauté de communes Terres Toulaises s'acquittera d'une contribution de 15 000 € correspondant aux charges de personnel liées à la fonction d'accueil de la pépinière d'entreprises de la communauté de communes Terres Toulaises (0,5 ETP).

Elles s'engagent à donner à l'ADTL les moyens d'assurer ses missions dans des conditions d'accueil appropriées :

- Planning des rendez-vous,
- Prise en charge du coût des communications Internet,
- Prise en charge du coût des communications téléphoniques,
- Prise en charge des photocopies,
- Prise de rendez-vous avec les porteurs de projets,
- Accueil du public.

Elles s'engagent par ailleurs à :

- Relayer l'information des missions assurées par l'ADTL auprès de ses habitants,
- Orienter les porteurs de projet de son territoire vers l'ADTL.

Les communautés de Communes s'engagent enfin à transmettre au chargé de mission de l'ADTL toute information utile à l'exercice de ses missions. Elles désigneront un interlocuteur technique à l'agence.

ARTICLE 9 – Engagements du pays Terres de Lorraine

Le pays Terres de Lorraine s'engage à :

- Orienter les porteurs de projet du territoire vers les services de l'ADTL

ARTICLE 10 – Financement

➤ Une contribution directe

Les communautés de communes et le pays Terres de Lorraine s'engagent à apporter en 2020 un financement fixe de 163 181 € qui se décompose de la manière suivante :

- Une contribution du pays à hauteur de 50 000 €
- Une contribution des communautés de communes globale de 113 181 € répartie comme suit :

Cotisation ADTL									
simulation 2020-0,99 €	Population DGF 2019	PFIA/hab 2019	PFIA 2019		cotisation 2020	Remboursement de loyer 2019	Remboursement loyer + charges 2020	Cotisation totale 2020 (y compris loyer + charges)	rappel cotisation 2019
				%					
CC Terres toulousaines	45 959	615	28 264 785	0,493	49 366	4 409	6 395	55 761	54 100
CC Pays Colombey et ST	11 871	434	5 152 014	0,090	8 998	792	1 166	10 164	9 715
CC Moselle Madon	29 602	610	18 057 220	0,315	31 538	2 804	4 085	35 623	34 405
CC du pays Saintois	14 966	394	5 896 604	0,103	10 299	924	1 334	11 633	11 338
TOTAL	102 398		57 370 623	1,000	100 201	8 928	12 980	113 181	109 558

Les cotisations 2020 des communautés de communes sont établies selon les règles de calcul votées par le pays et les communautés de communes en 2013. Depuis 2016 le critère de PFIA total recomposé (PFIA par habitant multiplié par le nombre d'habitant) est retenu comme critère unique de répartition de la cotisation entre les communautés de communes.

Ces calculs tiennent également compte des modifications des périmètres intercommunaux intervenues en janvier 2014 et 2017. Les données PFIA sont celles de 2019 (fiche d'information FPIC Préfecture 2019). La variable population utilisée pour le calcul de la cotisation totale appelée auprès des communautés de communes correspond aux données population totale INSEE 2016.

Les missions relatives à la commercialisation de zones d'activités faisant l'objet de mandats spécifiques, les contributions directes du pays et des communautés de communes sont fléchées sur les autres missions de l'Agence.

ARTICLE 11 – Modalités de paiement

La subvention de 50 000 € du pays sera versée en deux fois : 50% à la signature de la convention, 50% sur production d'un rapport d'activité annuel.

La contribution des communautés de communes sera versée en une seule fois à la signature de la convention.

Chapitre 4 DIVERS

ARTICLE 12 – Durée, modification, renouvellement

La présente convention est applicable du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Les parties peuvent convenir de modifications à cette convention par le biais d'avenants.

Elle a vocation à être reconduite annuellement sur la base du rapport d'activités annuel, et après délibération du conseil d'administration du pays terres de Lorraine et des instances des Communautés de Communes.

Fait en 6 exemplaires, à Colombey les Belles, le 10 janvier 2020,

Pour le Pays Terres de Lorraine Dominique POTIER Président	Pour la Communauté de Communes Terres Toulaises Fabrice CHARTREUX Président	Pour l'ADTL Hervé TILLARD Président
Pour la Communauté de Communes du pays Saintois Dominique LEMOINE Président	Pour la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais Philippe PARMENTIER Président	Pour la Communauté de Communes Moselle et Madon Filipe PINHO Président